



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 3.1

N° : 2025-07-53

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE VINGT DEUX JUILLET

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

16 juillet 2025

Date d'affichage :

16 juillet 2025

VOTE :

Pour : 18

Contre :

Abstention : 12

Michel NUGUES (pvr à N. SULPIS)
Patricia BIZOUERNE (pvr à A. Acoca)
Noëlle SULPIS
Arlette ACOCA
Nicolas CUADRADO
Nicolas RONDEPIERRE
Patricia DJOSSOUVI
Nathalie RIBEMONT
David PEREIRA
Lydia TCHARLAIAN
Pierre-Marie SALLE
Didier BELOT (pvr N. RONDEPIERRE)

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjointes au Maire, Michel BARRIERE, , Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Patricia DJOSSOUVI, Lydia TCHARLAIAN – Conseillers municipaux.

Absents et/ou représentés : Montasser CHARNI (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER) Marie-Thérèse CORDONNIER (pouvoir à Michel ROUBY), Marc LAMBLIN (pouvoir à Gilbert MINELLI), Michel NUGUES (pouvoir à Noëlle SULPIS), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Arlette ACOCA), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Didier BELOT (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE).

Absents : Sandrine LADISA, Corinne RAOULT

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

CHOIX DU CONCESSIONNAIRE EN CHARGE DE LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION COMMERCIALE DE MOBILIERS URBAINS PUBLICITAIRES ET NON PUBLICITAIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

ARRIVEE DE DIDIER GERVAIS A 21H16

NOTE DE SYNTHÈSE :

Il est rappelle à l'Assemblée que par la délibération n° 2025-04-15 en date du 5 avril 2025, le Conseil Municipal a approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme de concession pour la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires et a autorisé Monsieur le Maire à engager la procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de la passation du contrat.

Attesté de l'expédition par email
055-219300621-20250730-2025-07-53-2-DE
Date de télétransmission : 30/07/2025
Maire et adjoint délégués : 30/07/2025

Après la publication d'un avis d'appel public à la concurrence le 30 mai 2025, trois candidatures ont été remises. La commission de délégation de service public s'est réunie le 7 juillet 2025, a procédé à une analyse des offres.

Au terme de cette analyse et de la tenue de la commission, le choix de la commission s'est porté sur l'offre de JC DECAUX FRANCE. Les motifs de ce choix ainsi que les caractéristiques générales du projet de contrat sont présentés dans un rapport joint en annexe.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5 et L.1411-7,
VU la délibération 2025-04-15 approuvant le principe du recours à une délégation de service public sous forme de concession en date du 5 février 2025,
VU le rapport de la commission de délégation de service public analysant les offres,
VU le rapport présentant les motifs du choix du concessionnaire pressenti par la commission de délégation de service publique ainsi que l'économie générale du contrat de concession,
VU les rapports annexés,
VU le projet de contrat et ses annexes,

CONSIDERANT l'avis de la commission « Vie Municipale » du 16 juillet 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER le choix de la société JC DECAUX FRANCE comme concessionnaire ainsi que le projet de contrat en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER le Maire à signer le contrat de délégation de service public sous forme de concession avec la société JC DECAUX FRANCE.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(les registres suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME



Jean-Michel GENESTIER
Le Maire

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois à compter de la date de transmission de la délibération à la commune équivaut à une décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.